Santé au Mali : Assa Badiallo Touré, une nouvelle dynamique pour la souveraineté sanitaire

MALI 2032

L'information est l'oxygène des temps modernes MARDI 13 OCTOBRE 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



APCAM : Le scrutin annulé, sylla face à un revers judiciaire



Éducation : La Fondation BOAD offre des kits scolaires à 4 062 élèves



RDC : Samuel Mbemba plaide pour un accès élargi au Barreau

Sommaire

P.04



P.22



P.12



UNE /	APCAM : Le scrutin annulé, sylla face à un revers judiciaire	P 04
BRÈVES /	Santé au Mali : Assa Badiallo Touré, une nouvelle dynamique pour la souveraineté sanitaire	P 11
	CEDEAO : Birame Diop appelle à une coopération concrète	P 11
	RDC : Samuel Mbemba plaide pour un accès élargi au Barreau	P 12
	Guinée : Un hommage solennel à M'Mahawa Bangoura	P 13
ACTUALITÉ /	Gouvernance sécuritaire : Les femmes doivent peser sur les décisions	P 16
	Transports au Mali : Mamadou Thierno Sow mise sur la rigueur	P 18
POLITIQUE /	Consulat du Mali à Djeddah : Les priorités fixées à Dramane Idrissa Ascofaré	P 20
	Éducation : La Fondation BOAD offre des kits scolaires à 4 062 élèves	P 22
CULTURE & SOCIETÉ /	Burkina Faso : La diaspora en Türkiye mobilisée autour de la culture	P 25
INTERNATIONAL /	Centrafrique–BAD : Les priorités de développement au cœur des échanges	P 27
	CEDEAO : Birame Diop appelle à renforcer la collaboration institutionnelle	P 28
SPORT /	Sénégal : De nouveaux partenariats pour la jeunesse et le sport	P 30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

APCAM : Le scrutin annulé, sylla face à un revers judiciaire



Selon le compte rendu transmis, le Tribunal administratif de Bamako a annulé, vendredi 9 octobre 2026, les opérations électorales du 15 juillet portant sur le renouvellement des membres de l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture du Mali. Une décision qui remet en cause le scrutin ayant permis la reconduction de Sanoussy Bouya Sylla et ouvre une nouvelle période d'incertitude pour la représentation agricole.

Le contentieux électoral à l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture du Mali (APCAM) connaît un tournant majeur. Saisi par Bakary Doumbia et Abdoulaye Bamba, le Tribunal administratif de Bamako aurait déclaré leur recours recevable avant de prononcer l'annulation des opérations électorales contestées. Le compte rendu communiqué mentionne également la restitution de la consignation versée par les requérants.

Cette décision constitue un revers pour Sanoussy Bouya Sylla, président sortant et candidat à sa propre succession. Elle remet en question les résultats du scrutin du 15 juillet 2026, vivement dénoncés par ses adversaires. Toutefois, le document disponible ne précise ni les modalités de gestion provisoire de l'institution ni les éventuelles voies de recours. Il ne permet donc pas, à lui seul, de déterminer l'ensemble des conséquences immédiates sur l'exercice de la présidence.

Au cœur de la contestation figure l'absence de Bakary Doumbia, président de la Chambre d'agriculture de Bougouni, lors des opérations de vote. Présenté par ses soutiens comme le principal concurrent du président sortant, il aurait bénéficié d'un appui important parmi les délégués venus participer à l'élection à Bamako.

Selon les contestataires, plusieurs présidents de chambres régionales des zones cotonnières ainsi que cinq délégués d'organisations paysannes agricoles soutenaient sa candidature.



Ces affirmations décrivent le rapport de force revendiqué par son camp ; elles ne constituent cependant pas un décompte électoral officiellement établi.

Les adversaires de Sanoussy Bouya Sylla dénoncent des manipulations qui auraient favorisé sa reconduction. Ils mettent également en cause son bilan à la tête de l'institution. Ces accusations doivent rester attribuées à leurs auteurs : les éléments transmis ne reproduisent pas les motifs détaillés du jugement et ne permettent pas d'affirmer quelles irrégularités précises ont été retenues par le tribunal.

Pour les requérants, l'annulation représente néanmoins une victoire importante. Dans leur correspondance, ils saluent une décision qu'ils considèrent conforme au droit et à leurs attentes. Leur démarche replace ainsi la contestation sur le terrain judiciaire, après les dénonciations ayant accompagné le renouvellement des instances.

Cette affaire soulève une question essentielle : la confiance des producteurs dans leurs représentants. Une structure chargée de porter les préoccupations du monde agricole doit pouvoir s'appuyer sur des procédures électorales transparentes, comprises et acceptées par les différentes composantes de la profession.

La suite dépendra désormais du contenu intégral du jugement et des dispositions prises pour son application. Aucune réaction de Sanoussy Bouya Sylla ne figure dans les documents transmis. Pour l'APCAM, l'enjeu sera de clarifier rapidement sa situation institutionnelle et de préserver la continuité de la représentation agricole. Le monde paysan attend des responsables légitimes, capables de défendre ses intérêts dans un climat de confiance.

Karamoko B Keita

- Ambassade du Mali à Abuja

Abuja, le 12 octobre 2026.

Démarrage des opérations de révision annuelle des listes électorales !

Son Excellence Monsieur Cheick Oumar COULIBALY a procédé, ce lundi 12 octobre 2026, au lancement des opérations de révision annuelle des listes électorales, au titre de l'année 2026, dans la juridiction de l'Ambassade du Mali à Abuja.

Dans son mot de lancement, l'Ambassadeur COULIBALY a, tout d'abord, adressé ses vives et chaleureuses félicitations aux membres de la Commission administrative chargée des opérations de révision pour leur désignation, avant de souligner que la révision des listes électorales revêt pour le Gouvernement du Mali une importante capitale. Elle traduit l'attachement collectif aux valeurs républicaines et promeut la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques à travers les processus électoraux.

C'est pourquoi, en remettant les documents relatifs à ladite révision au président de la Commission, le Colonel Kalilou FANE, Conseiller Consulaire à l'Ambassade, l'Ambassadeur COULIBALY a invité les membres de la commission administrative à travailler avec rigueur, assiduité, professionnalisme et intégrité dans le strict respect des textes en vigueur.

Aussi, il a exhorté les responsables de la communauté malienne à informer largement nos compatriotes vivant au Nigéria de l'opération de révision annuelle des listes électorales en cours, afin qu'aucun électeur de la juridiction ne soit laissé en marge.

Cette opération de révision, qui se poursuivra jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, a pour objectif de procéder à l'inscription des citoyens en âge de voter et disposant d'un Numéro d'Identification nationale (NINA), aux transferts des personnes recensées à la suite d'un changement de domicile ainsi que la radiation des électeurs décédés, inscrits par erreur et ceux ayant perdu le droit de vote.

Ambassade du Mali à Abuja/NIGERIA

Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Présidence de la République du Mali





- UNHCR Mali

Mali | Le HCR, l'UNFPA et l'UNICEF renforcent leur partenariat pour une meilleure protection des populations

Le 1er octobre 2026, à Bamako, le HCR, l'UNFPA et l'UNICEF ont signé un protocole d'accord pour renforcer la coordination du Cluster Protection au Mali.

Inscrit dans la dynamique du Humanitarian Reset, cet accord mise sur la coordination des interventions, la mutualisation des expertises et la complémentarité des mandats : le HCR assure le leadership du Cluster Protection, l'UNFPA coordonne les interventions contre les violences basées sur le genre, et l'UNICEF celles liées à la protection de l'enfant.

À travers ce partenariat, les trois agences réaffirment leur engagement à travailler avec le Gouvernement du Mali et les acteurs humanitaires pour apporter une réponse plus cohérente, efficace et adaptée aux besoins des populations affectées par les crises.

#HCRMali #UNFPA #UNICEF #Protection #ActionHumanitaire #Mali



- Femmes et Développement

VBG au Mali : des acteurs mobilisés pour améliorer la collecte et l'analyse des données !

Sévaré – Région de Mopti

Au cours du mois d'octobre, FEDE a pris part à un atelier de formation consacré à la collecte et à l'analyse des données pour alimenter la base de données nationale VBG « VBG KUNNAFONI ».

Organisée par le PNVBG en collaboration avec la DRPFEF de Mopti, cette rencontre a rassemblé des représentants du PNVBG, de l'INSTAT, du CRSS, de la DRPFEF, des ONG FEDE et CAEB, ainsi que les chefs des services locaux et les points focaux des cercles de Mopti, Djenné, Ténenkou, Bandiagara, Douentza, Bankass, Koro et Youwarou.

Les échanges ont permis de renforcer les capacités des participants, d'harmoniser les outils de collecte et de consolider la coordination entre les acteurs engagés dans la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre.

Cet atelier a bénéficié de l'appui financier de l' UNFPA, avec l'accompagnement technique de l'INSTAT et du CRSS.



- Présidence de la République du Mali

Koulouba | 12 octobre 2026 |#MontéeDesCouleurs

Palais de Koulouba: Cérémonie de montée des couleurs

Le Président de la Transition, SE. le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a présidé ce lundi 12 octobre 2026, la traditionnelle cérémonie mensuelle de montée des couleurs au palais de Koulouba. La cérémonie a enregistrée la présence massive des collaborateurs du Chef suprême des Armées.



- Ecowas - Cedeao

ECOWAS PERMANENT REPRESENTATIVE TO THE AFRICAN UNION ENGAGES MEMBER STATES' AMBASSADORS IN ETHIOPIA

The ECOWAS Permanent Representative to the African Union, H.E Abdou Kolley, accompanied by the Political Adviser, embarked on a series of engagements with ECOWAS Member States Ambassadors accredited to the African Union, visiting them in their respective mission offices from the 5th to the 9th of October, 2026 in Addis-Ababa, Ethiopia.

The courtesy visits were aimed at establishing contact and initiating exchanges and dialogue on ways to strengthen coordination and harmonisation within the ECOWAS Group of Ambassadors.

It was also an opportunity for Hon. Kolley to introduce to the ECOWAS Ambassadors the New Management of the Commission and to seek their support in our regional integration project.

Missions engaged were those of the Republics of The Gambia, Ghana, Guinea, and Guinea-Bissau. Engagements with the rest of the Missions will continue as and when their schedules permit.

LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'ECOWAS À L'UNION AFRICAIN ENGAGE LES AMBASSADEURS DES ÉTATS MEMBRES DE L'ECOWAS EN ÉTHIOPIE

Le représentant permanent de l'ECOWAS à l'Union africaine, S.E Abdou Kolley, accompagné du conseiller politique, a entamé une série d'engagements avec les ambassadeurs des États membres de l'ECOWAS, agréés à l'Union africaine, en les rendant visite dans leurs bureaux de mission du 5 au 9 octobre 2026 à Addis-Ababa, en Éthiopie.

Les visites de courtoisie visaient à établir un contact et à lancer des échanges et des dialogues sur les moyens de renforcer la coordination et l'harmonisation au sein du groupe des ambassadeurs de l'ECOWAS.

C'était également une occasion pour l'honorable Kolley de présenter aux ambassadeurs de l'ECOWAS la nouvelle direction de la Commission et de demander leur soutien dans notre projet d'intégration régionale.

Les missions engagées étaient celles des Républiques de la Gâmbie, du Ghana, de la Guinée et de la Guinée-Bissau. Les échanges avec les autres missions se poursuivront à mesure que leurs horaires le permettront.



- Kati 24

Tchad–France : Mahamat Idriss Déby Itno en visite de travail à Paris

Le président tchadien, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, a quitté N'Djaména ce matin pour Paris, à l'invitation de son homologue français, Emmanuel Macron.

La rencontre prévue le 13 octobre à l'Élysée



- Malijet

Le général de division Jean Élysée Dao, chef d'état-major général des armées, s'est rendu à Kidal les samedi et dimanche derniers pour évaluer le dispositif de sécurité et rendre hommage aux combattants ayant participé à la reprise de la ville. Accompagné de plusieurs responsables militaires, il leur a transmis les félicitations et le soutien des autorités maliennes.





RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Santé au Mali : Assa Badiallo Touré, une nouvelle dynamique pour la souveraineté sanitaire



À la tête du ministère de la Santé et du Développement social, le Médecin Colonel-Major Assa Badiallo Touré imprime une nouvelle orientation à la politique sanitaire malienne. Entre modernisation des infrastructures, production pharmaceutique locale et renforcement de la protection sociale, la ministre entend bâtir un système de santé plus autonome, accessible et performant.

La souveraineté sanitaire constitue désormais l'une des priorités affichées du département de la Santé et du Développement social. Sous l'impulsion du Médecin Colonel-Major Assa Badiallo Touré, plusieurs réformes sont engagées pour réduire la dépendance extérieure et améliorer l'accès des populations aux soins.

Lors du 8e sommet ECAM, organisé à New York en septembre 2026, la ministre a défendu une vision reposant sur trois ruptures majeures : passer de la dépendance à la capacité, de l'assistance au partenariat et de la consommation à la production.

Cette ambition s'articule autour de cinq axes : la souveraineté pharmaceutique, la modernisation de la chaîne d'approvisionnement, le renforcement des capacités diagnostiques, la transformation numérique et l'approche « Une seule santé », intégrant les dimensions humaine, animale et environnementale.

Sur le terrain, le bilan présenté en juillet 2026 fait état de plusieurs réalisations et projets structurants. Parmi ceux-ci figurent la construction annoncée de quinze hôpitaux de district, l'ouverture de nouveaux centres de dialyse, l'équipement des établissements sanitaires et le développement de solutions énergétiques solaires.

Le volet social occupe également une place importante, notamment à travers l'assistance aux populations vulnérables, aux sinistrés et la mise en œuvre de l'initiative présidentielle « Soungalo Solidarité ».

Sur le plan international, le Mali entend renforcer ses partenariats, notamment avec la Fondation Gates, dans les domaines de la vaccination et de la santé maternelle et infantile.

Toutefois, au-delà des annonces, l'enjeu demeure l'achèvement des infrastructures, leur fonctionnement effectif et l'amélioration mesurable des soins.

Pour Assa Badiallo Touré, le véritable défi sera de transformer cette dynamique de réformes en résultats durables, perceptibles jusque dans les localités les plus reculées du Mali.

Fatou Sissoko

CEDEAO : Birame Diop appelle à une coopération concrète



Le président de la Commission de la CEDEAO, le général Birame Diop, a reçu, le 8 octobre 2026 à Abuja, les ambassadeurs du Maroc, de l'Algérie et du Cap-Vert. Ces rencontres distinctes ont porté sur le renforcement des partenariats et la réalisation de projets au service de l'intégration régionale.

Au siège de la Commission, les ambassadeurs Moha Ou Ali Tagma du Maroc, Hocine Mezoued de l'Algérie et Belarmino Monteiro Silva du Cap-Vert ont félicité le président pour sa prise de fonction. Ils ont réaffirmé la volonté de leurs pays respectifs d'accompagner les objectifs de développement régional et continental portés par la Communauté.

Les échanges ont mis en lumière plusieurs possibilités de coopération, notamment la facilitation des échanges commerciaux, le partage des connaissances et de l'expertise, la collaboration institutionnelle et le renforcement des capacités. Les diplomates ont souligné l'importance de partenariats durables pour soutenir la croissance économique, améliorer la connectivité et répondre aux défis communs.

Accueillant favorablement ces engagements, Birame Diop a insisté sur la nécessité de traduire les ambitions panafricaines en résultats tangibles pour les populations. Pour le président de la Commission, les déclarations de soutien doivent déboucher sur des programmes pratiques favorisant l'autonomie et le développement durable.

L'agriculture, la sécurité alimentaire, l'énergie, l'éducation et les infrastructures figurent parmi les secteurs prioritaires identifiés. La mobilisation des ressources, la facilitation des échanges et le renforcement des compétences techniques constituent également des domaines dans lesquels les partenaires peuvent apporter une contribution déterminante.

Cette démarche vise à mieux mobiliser les atouts des pays partenaires pour stimuler les investissements, consolider les chaînes de valeur régionales et élargir les opportunités économiques.

À travers ces audiences, la Commission entend entretenir un dialogue diplomatique soutenu, avec une ambition : faire de la coopération un moteur d'intégration dont les bénéfices puissent être ressentis par les citoyens ouest-africains.

Arouna Sidibé

RDC : Samuel Mbemba plaide pour un accès élargi au Barreau



Le ministre congolais des Droits humains, Samuel Mbemba, souhaite que les diplômés en droit des universités privées agréées ou reconnues puissent accéder au Barreau de Kinshasa-Gombe. Il a défendu cette position le 7 octobre 2026, lors d'une rencontre avec les responsables de cette institution.

Au cœur des discussions figurait la situation des diplômés provenant d'établissements autres que les universités de Kinshasa, de Lubumbashi et de Kisangani. Le ministre considère que les étudiants ayant obtenu régulièrement leur diplôme dans une université reconnue doivent pouvoir bénéficier d'une possibilité d'accès à la profession d'avocat.

Tout en reconnaissant l'autonomie des barreaux,

Samuel Mbemba a souligné la nécessité de rechercher une réponse durable aux difficultés rencontrées par ces candidats. Son plaidoyer s'inscrit dans une démarche d'égalité d'accès aux opportunités professionnelles, présentée comme une exigence fondamentale des droits humains.

Cette intervention pose la question de l'articulation entre la reconnaissance des formations universitaires et les conditions d'admission à une profession réglementée. L'enjeu est de permettre un examen équitable des candidatures, tout en préservant les exigences de compétence, de formation et de déontologie attachées au métier d'avocat.

La rencontre a également porté sur la protection des avocats dans l'exercice de leurs fonctions. Le ministre a réaffirmé la volonté du gouvernement de travailler avec les instances professionnelles pour améliorer les mécanismes existants. Il a notamment évoqué des garanties inspirées de certaines protections reconnues à d'autres catégories d'acteurs publics.

Les échanges doivent se poursuivre afin de dégager une solution structurelle. Aucune ouverture automatique du Barreau ni modification définitive des conditions d'admission n'a été annoncée dans les comptes rendus consultés.

Pour les diplômés concernés, la suite du dialogue sera déterminante. Elle devra préciser les possibilités d'admission et les modalités envisagées, dans un cadre conciliant autonomie professionnelle, qualité de la formation juridique et égalité des chances.

Arouna Sidibé

Guinée : Un hommage solennel à M'Mahawa Bangoura

La Guinée a salué, dimanche 11 octobre 2026 à Conakry, la mémoire de Hadja M'Mahawa Bangoura, première femme à avoir dirigé sa diplomatie. Décédée le 9 octobre, l'ancienne ministre des Affaires étrangères laisse un héritage célébré lors d'un symposium organisé par son ancien département.

Présidée par le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger, Dr Morissanda Kouyaté, la cérémonie a réuni des représentants des institutions nationales, d'anciens Premiers ministres et ministres, ainsi que des diplomates accrédités en Guinée. Sa famille, ses anciens collaborateurs et de nombreux proches ont également participé à cet hommage.

À travers les témoignages, les participants ont rappelé le parcours d'une femme de conviction, attachée au service de l'État. À la tête de la diplomatie guinéenne de 2000 à 2002, Hadja M'Mahawa Bangoura a marqué l'histoire nationale en ouvrant la voie aux femmes dans cette haute responsabilité.

Les hommages ont aussi mis en lumière ses qualités humaines. Épouse, mère et collaboratrice respectée, elle a été décrite comme une personnalité dévouée, dont l'engagement professionnel allait de pair avec une attention constante portée aux siens.

La reconnaissance de son parcours avait commencé de son vivant. Sous l'impulsion de Morissanda Kouyaté, le ministère avait donné son nom à une salle de réunion du département, afin d'immortaliser son professionnalisme. Elle avait également été élevée au rang de Commandeur de l'Ordre national du Kolatier par le président de la République, le général Mamadi Doumbouya.

Au-delà du recueillement, ce symposium a souligné la place des femmes dans la construction de l'État et la représentation internationale de la Guinée.

En célébrant cette pionnière, les participants ont appelé à préserver une mémoire qui peut inspirer les nouvelles générations. Son nom demeure ainsi associé à une étape majeure de l'histoire diplomatique guinéenne et à un engagement au service de la République.

Arouna Sidibé



Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Gouvernance sécuritaire : Les femmes doivent peser sur les décisions



À Bamako, les organisations membres de la Plateforme d'Échange et d'Action (PEA) ont approfondi la question du genre dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité. Au centre des réflexions : la nécessité de transformer la participation des femmes en une véritable capacité d'influence sur les décisions et les réponses aux besoins des communautés.

La présence des femmes dans les espaces de dialogue constitue une étape importante. Mais elle ne suffit pas à garantir une gouvernance inclusive. Encore faut-il que leur parole soit entendue, que leurs propositions soient examinées et que leurs préoccupations trouvent une traduction dans les orientations retenues. C'est cette exigence qui a guidé le module consacré à l'intégration du genre dans le secteur de la sécurité.

Les échanges ont mis en évidence la diversité des besoins au sein des communautés. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons peuvent vivre différemment les situations d'insécurité et rencontrer des difficultés particulières dans leurs relations avec les institutions chargées de leur protection. Prendre en compte ces différences permet de mieux comprendre les attentes des populations et de construire des réponses adaptées.

Cette approche invite à dépasser une lecture uniforme de la sécurité. Elle encourage les acteurs concernés à examiner les effets de leurs décisions sur les différentes catégories de population. L'objectif est de faire émerger des mécanismes plus attentifs aux réalités communautaires, tout en renforçant leur capacité à rendre compte de leurs actions.

La participation significative des femmes suppose également de lever les obstacles qui limitent leur accès aux espaces de décision. Les réflexions menées au sein de la PEA ont ainsi souligné l'importance de créer les conditions d'une contribution effective.

Être consultée doit pouvoir ouvrir la possibilité de proposer, de discuter les priorités et d'influencer les choix.

Pour les organisations de la société civile, cette démarche représente un enjeu de représentation. Leur proximité avec les communautés peut contribuer à faire remonter des préoccupations insuffisamment prises en compte. Le renforcement de leurs capacités doit leur permettre de mieux porter ces attentes et de participer aux échanges sur la réforme du secteur de la sécurité.

L'activité s'inscrit dans le projet « Contribution à l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité à travers le renforcement des capacités des organisations de la société civile ». Mis en œuvre par WANEP-Mali, il bénéficie de l'appui d'EUCAP Sahel Mali et de l'ancrage institutionnel du Commissariat à la réforme du secteur de la sécurité (CRSS).

Ce cadre associe l'accompagnement des organisations citoyennes à une réflexion sur le fonctionnement des mécanismes de sécurité. Il place l'inclusion et la redevabilité au cœur des discussions, avec l'ambition de rapprocher les réponses institutionnelles des besoins exprimés par les populations.

À travers ce module, un message se dégage : une sécurité humaine et durable se construit avec les femmes. Leur rôle doit se mesurer à leur influence sur les décisions. Pour donner corps à cette ambition, les échanges devront nourrir des pratiques qui reconnaissent leur contribution et permettent aux préoccupations communautaires de trouver leur place dans la gouvernance sécuritaire.

Karamoko B Keita



Transports au Mali : Mamadou Thierno Sow mise sur la rigueur



Moderniser les documents, améliorer l'identification des véhicules et faire respecter la réglementation : ces priorités structurent l'action de Mamadou Thierno Sow à la tête de la Direction générale des transports (DGT). Les chantiers présentés ambitionnent de renforcer la sécurité des usagers et de préserver le patrimoine routier national.

La réorganisation administrative constitue l'un des points de départ de cette dynamique. Selon les informations présentées, le Conseil des ministres du 9 février 2022 a consacré le passage de la Direction nationale des transports terrestres, maritimes et ferroviaires à la Direction générale des transports. Cette évolution vise une meilleure coordination des différents modes de transport et un renforcement des moyens d'intervention de la structure.

Pour les professionnels du secteur, cette transformation répond à une revendication ancienne. Elle doit surtout se traduire par une administration plus efficace, capable d'améliorer les services aux usagers et d'assurer un suivi rigoureux des activités de transport.

La sécurisation des documents constitue un autre chantier majeur. Avec le système « Sigi Dolo », la DGT entend disposer d'une base de données fiable du parc automobile national. La prise en compte du certificat de résidence dans les démarches liées à la nouvelle carte grise doit faciliter l'identification des propriétaires. L'harmonisation des critères de renouvellement des cartes de transport poursuit également un objectif de traçabilité.

L'immatriculation des engins à deux et trois roues occupe une place centrale dans cette stratégie. Le parc concerné est estimé, dans les éléments communiqués, à plus de 1,5 million d'engins, dont une grande partie circulerait sans plaque. Cette situation complique l'identification des véhicules en cas d'accident, de vol ou d'utilisation à des fins criminelles.



Les chiffres présentés font état, sur un mois, de 9 450 cartes grises saisies, validées et remises, ainsi que de 13 986 plaques produites. Pour rapprocher les services des usagers, une équipe mobile a également été déployée au campus de Kabala, du 24 juin au 19 août 2026. Cette opération aurait permis d'enregistrer 430 dossiers sur place.

Mamadou Thierno Sow présente l'immatriculation comme un enjeu de sécurité. L'identification des engins doit contribuer à une meilleure responsabilisation des propriétaires et faciliter les recherches lorsque les circonstances l'exigent.

La préservation des routes représente un autre axe de son action. Le directeur général annonce une application stricte de la réglementation aux transporteurs nationaux comme étrangers. Le respect des contrôles de pesage doit notamment limiter les surcharges, qui accélèrent la dégradation des chaussées.

Les orientations exposées prévoient aussi un contrôle renforcé des experts automobiles et une lutte contre les modifications frauduleuses du gabarit des véhicules. Une sanction de 500 000 FCFA est évoquée pour ces pratiques.

Ces ambitions placent la DGT devant une exigence de résultats. La réussite dépendra de la continuité des contrôles, de la fiabilité des procédures et de l'accessibilité des services. Pour les usagers, l'enjeu sera de voir cette volonté d'ordre se traduire par des démarches plus simples, une meilleure sécurité et une réglementation appliquée avec équité sur l'ensemble du territoire national.

Yacouba Ongoiba

Consulat du Mali à Djeddah : Les priorités fixées à Dramane Idrissa Ascofaré



Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Général de Division Daoud Aly Mohammedine, a reçu, le 8 octobre 2026 à Bamako, le nouveau Consul général du Mali à Djeddah, Dramane Idrissa Ascofaré. Avant son départ pour l'Arabie saoudite, le diplomate a recueilli les orientations du ministre sur l'accompagnement des ressortissants maliens et la coopération sécuritaire.

Cette audience a permis de préciser plusieurs attentes liées à la mission consulaire. Après les civilités d'usage, Dramane Idrissa Ascofaré a exprimé sa conscience des responsabilités attachées à ses nouvelles fonctions. Il a sollicité les conseils du ministre, ses orientations et sa lecture des enjeux auxquels il devra répondre une fois installé à son poste.

Le nouveau Consul général a notamment attiré l'attention de son interlocuteur sur le nombre élevé de Maliens vivant en Arabie saoudite. Cette présence donne une importance particulière à la qualité des services consulaires et à la prise en charge des préoccupations exprimées par les compatriotes.

En réponse, Daoud Aly Mohammedine a placé le traitement diligent des demandes de passeports et de cartes d'identité biométriques parmi les priorités. Ces documents occupent une place essentielle dans les démarches administratives des ressortissants. Leur délivrance appelle donc un suivi attentif des dossiers et une bonne coordination avec les services compétents.

Le ministre a également insisté sur la gestion des préoccupations des Maliens établis dans le pays d'accueil. Cette orientation invite le Consulat général à maintenir une écoute des usagers et à apporter, dans les limites de ses compétences, des réponses adaptées aux difficultés signalées.

L'audience a aussi porté sur le renforcement de la coopération entre le Mali et l'Arabie saoudite. Le ministre a recommandé au diplomate de faire preuve de courtoisie envers les autorités saoudiennes. La qualité des relations institutionnelles constitue un élément important pour faciliter les échanges et accompagner efficacement les ressortissants.

Sur le plan sécuritaire, Daoud Aly Mohammedine a souligné le rôle capital de l'échange de renseignements. Il l'a présenté comme un levier dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale et les différents trafics. Cette dimension inscrit la mission du Consul général dans une coopération dépassant le seul traitement des démarches administratives.

Pour assurer le suivi des questions relevant de son département, le ministre a invité Dramane Idrissa Ascofaré à lui transmettre toute difficulté ou préoccupation, chaque fois que nécessaire. Cette disponibilité doit permettre de maintenir un lien de travail entre le poste consulaire et le ministère.

Au terme des échanges, le nouveau Consul général a indiqué avoir pris bonne note des recommandations reçues. Il a estimé qu'elles contribueraient à la conduite et à la réussite de sa mission.

Cette rencontre préparatoire dessine ainsi une feuille de route articulée autour du service aux compatriotes, du dialogue avec les autorités saoudiennes et de la coopération sécuritaire. Pour les Maliens concernés, sa traduction concrète se mesurera notamment à la diligence des démarches documentaires et à la qualité de l'accompagnement consulaire. Ces attentes donnent une portée concrète aux orientations formulées avant la prise de fonction du diplomate à Djeddah.

Yacouba Ongoiba



Éducation : La Fondation BOAD offre des kits scolaires à 4 062 élèves



La Fondation de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) accompagne la rentrée scolaire au Mali avec un don de fournitures destiné à 4 062 élèves de l'enseignement fondamental. Le ministre de l'Éducation nationale, Dr Amadou Sy Savané, a présidé la cérémonie officielle de remise, jeudi 8 octobre 2026, à Bamako.

Organisée dans la cour du cabinet du ministère, cette rencontre a réuni le représentant de la Fondation BOAD, les membres du cabinet élargi du département et les responsables des structures éducatives concernées. Les directrices et directeurs des Académies d'enseignement et des Centres d'animation pédagogique (CAP) bénéficiaires étaient également présents, aux côtés de plusieurs invités.

Les kits sont destinés à des filles et des garçons âgés de 6 à 12 ans, scolarisés dans les Académies d'enseignement de Kati, de Kalaban-Coro, de Bamako Rive droite et de Bamako Rive gauche. Cette intervention couvre ainsi plusieurs ressorts éducatifs et vise à soutenir les enfants dans la poursuite de leur apprentissage.

La cérémonie a débuté par les interventions du Directeur national de l'Enseignement fondamental, point focal de l'activité, et du Directeur général délégué de la BOAD.



Le ministre de l'Éducation nationale a ensuite prononcé son discours. La remise symbolique des kits au chef du département, suivie d'une photo de famille, a constitué l'un des temps forts de la rencontre.

À travers cette contribution, la Fondation BOAD apporte un appui matériel aux efforts engagés en faveur de l'école malienne. L'objectif annoncé est de faciliter l'accès des élèves aux fournitures nécessaires à leur travail scolaire, tout en réduisant une partie des dépenses supportées par leurs familles.

Pour les ménages disposant de ressources limitées, l'achat des fournitures peut représenter une charge importante au moment de la rentrée. Un accompagnement de cette nature peut donc contribuer à améliorer les conditions dans lesquelles les enfants abordent l'année scolaire. L'initiative accorde une attention particulière aux élèves les plus vulnérables.

Ce don s'inscrit dans une démarche de soutien à l'accès à l'éducation et au maintien des enfants à l'école. En bénéficiant aux filles comme aux garçons, il participe également à l'objectif d'égalité des chances défendu par les acteurs de l'éducation.

La mobilisation des responsables des Académies et des CAP concernés souligne l'importance de l'articulation entre les partenaires et les services éducatifs. Ces structures constituent des relais essentiels pour accompagner les établissements et les élèves auxquels l'appui est destiné.

Cette opération illustre aussi la place que peuvent occuper les partenaires techniques et financiers dans l'amélioration des conditions d'apprentissage. Leur contribution vient soutenir l'action du ministère et compléter les efforts consentis par les familles pour assurer la scolarisation des enfants.

Avec 4 062 bénéficiaires annoncés, la Fondation BOAD apporte une réponse concrète à des besoins matériels. L'enjeu est désormais que cet appui profite pleinement aux élèves concernés et les accompagne dans leur parcours éducatif. La cérémonie de Bamako rappelle ainsi qu'une école inclusive et équitable se construit aussi grâce à des actions de proximité, capables de soutenir directement les enfants et de soulager leurs familles.

Moussa Diarra

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Burkina Faso : La diaspora en Türkiye mobilisée autour de la culture



L'Ambassade du Burkina Faso en Türkiye a réuni, le 10 octobre 2026 à Ankara, des compatriotes autour d'une journée de communion patriotique et de valorisation culturelle. Cette rencontre s'inscrivait dans la deuxième phase de la troisième édition des Journées nationales d'engagement patriotique et de participation citoyenne (JEPPC).

Venus d'Ankara et d'autres localités du pays, les participants ont assisté à une montée des couleurs nationales, suivie de la projection d'un film présentant les acquis revendiqués de la Révolution progressiste populaire. Une conférence-débat, une exposition de produits burkinabè et une dégustation de mets locaux ont complété le programme.

L'ambassadeur du Burkina Faso, le Général de brigade Vinta Somé, a salué la mobilisation communautaire. Il a invité les compatriotes à promouvoir les valeurs nationales et les produits fabriqués au Burkina Faso, présentant cette démarche comme une contribution au développement endogène.

Animée par Adama Siguiré, vice-président chargé des questions de développement de la Commission nationale de la Confédération des États du Sahel, la conférence portait sur la contribution de la diaspora à la souveraineté et au développement. Le conférencier a notamment évoqué une hypothèse de mobilisation financière : quatre millions de contributeurs versant chacun 5 000 FCFA mensuellement permettraient de réunir 240 milliards de FCFA par an.

La présence des ambassadeurs du Mali et du Niger a donné une dimension sahélienne à cette rencontre. Des échanges en ligne ont également associé d'autres compatriotes, notamment depuis l'Arabie saoudite, où l'ambassadeur Boukary Savadogo a adressé ses salutations aux participants.

L'exposition et la dégustation ont permis de mettre en valeur les savoir-faire et les traditions culinaires burkinabè. La journée a aussi donné lieu à des contributions volontaires au Fonds de soutien patriotique et à des prestations consulaires.

Vinta Somé a enfin rappelé que l'engagement citoyen devait se poursuivre au-delà de la clôture officielle des JEPPC, prévue le 16 octobre.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Centrafrique–BAD : Les priorités de développement au cœur des échanges



Le président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Dr Sidi Ould Tah, s'est entretenu vendredi à Abidjan avec Marc Mandaba, ministre centrafricain de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale. Cette séance de travail a permis d'examiner la coopération entre la République centrafricaine et l'institution financière.

Également gouverneur de la BAD pour la République centrafricaine, Marc Mandaba a échangé avec le président du Groupe de la Banque sur les priorités de développement de son pays. La rencontre a ainsi associé une revue du partenariat existant à une discussion sur les besoins et les orientations portés par les autorités centrafricaines.

Ce dialogue constitue une étape dans le suivi des relations entre les deux parties. Faire le point sur la coopération permet de confronter les attentes nationales aux possibilités d'accompagnement de la Banque et de préciser les sujets nécessitant des échanges complémentaires.

La participation du ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale donne à cette séance une dimension liée à la planification du développement. Sa qualité de gouverneur de la Banque pour son pays le place également au centre du dialogue institutionnel avec la BAD.

Les informations communiquées ne précisent toutefois ni les secteurs examinés en détail, ni les projets évoqués au cours de l'entretien. Aucun nouveau financement, accord ou calendrier de mise en œuvre n'a été annoncé dans le compte rendu disponible.

La portée de cette rencontre réside donc, à ce stade, dans la concertation et l'examen des priorités. Les suites éventuelles permettront de mieux apprécier les orientations retenues et les modalités concrètes de leur accompagnement.

Pour la République centrafricaine comme pour le Groupe de la Banque, cette séance de travail entretient un cadre de dialogue consacré au développement. Elle rappelle l'importance d'une coopération articulée autour des priorités nationales et d'un suivi régulier entre les responsables concernés.

Arouna Sidibé

CEDEAO : Birame Diop appelle à renforcer la collaboration institutionnelle



Le président de la Commission de la CEDEAO, le général Birame Diop, a effectué, le 9 octobre 2026 à Abuja, une visite officielle au Bureau de l'Auditeur général des institutions de l'organisation. Cette rencontre a permis d'examiner les défis opérationnels de la structure et les possibilités de coopération pour améliorer les services rendus aux citoyens.

Accompagné du vice-président de la Commission, Anthony Oluwatosin Ogunjimi, et du commissaire chargé des services internes, Dr Kalilou Sylla, Birame Diop s'est entretenu avec la direction et le personnel. Les échanges ont porté sur les difficultés rencontrées dans le fonctionnement de l'institution et sur la recherche de solutions associant la Commission, les institutions communautaires et les États membres.

Dans son allocution de bienvenue, l'Auditeur général, Carla Maria Borges Bettencourt, a salué cette démarche. Elle y a vu une marque d'attention portée au personnel et au progrès des différentes structures de la CEDEAO.

Elle a également réaffirmé l'engagement de son Bureau à promouvoir une Afrique de l'Ouest transparente, responsable, résiliente et intégrée. Cette ambition place la qualité de la gouvernance institutionnelle au cœur des efforts consacrés à l'intégration régionale.

En réponse, le président de la Commission a appelé les responsables et les agents des institutions communautaires à intensifier leur travail. Il a insisté sur la collaboration et la solidarité, présentées comme des conditions essentielles pour fournir des services efficaces et produire des résultats au bénéfice des populations.

Pour Birame Diop, les avantages de l'intégration doivent se traduire concrètement dans la vie des citoyens. Son intervention invite ainsi les différentes structures à inscrire leurs actions dans une dynamique collective, orientée vers les besoins de la Communauté.

Cette visite ouvre un cadre de dialogue sur les contraintes opérationnelles du Bureau. L'enjeu sera désormais de traduire les échanges en réponses concertées, capables de renforcer son fonctionnement et la coopération entre les institutions.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Sénégal : De nouveaux partenariats pour la jeunesse et le sport



À l'approche des Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ) Dakar 2026, la ministre sénégalaise de la Jeunesse et des Sports, Djirèye Clotilde Coly, a reçu, le 8 octobre, les ambassadeurs de Türkiye, d'Iran et de Thaïlande. Ces audiences ont permis d'explorer des perspectives de coopération sportive, de formation et d'insertion professionnelle.

Avec l'ambassadrice de Türkiye, Dilsad Kirbasli Karaoglu, les discussions ont porté sur la participation des athlètes turcs aux JOJ. Les deux parties ont également évoqué la possibilité d'organiser à Dakar, en janvier 2027, un forum consacré à la valorisation de l'héritage des Jeux.

Au-delà du rendez-vous sportif, des possibilités de partenariat dans l'industrie textile ont été identifiées. Elles concernent notamment la formation professionnelle et l'entrepreneuriat des jeunes.

L'audience accordée à Hassan Asgari, ambassadeur d'Iran au Sénégal, en Gambie et au Cabo Verde, a permis d'aborder la participation iranienne aux JOJ et le renforcement des relations bilatérales. Le partage d'expériences dans la lutte, ainsi que la formation des sportifs et des encadreurs, ont figuré parmi les sujets examinés.

Des perspectives ont aussi été évoquées dans l'agriculture, l'industrie, l'énergie et l'innovation, ouvrant la réflexion à plusieurs secteurs susceptibles de contribuer au développement des compétences.

Avec l'ambassadrice de Thaïlande, Nina Nirannoot, les échanges ont concerné l'aquaculture, la riziculture et la formation sportive. Ces pistes pourraient favoriser le transfert d'expertise et offrir de nouvelles possibilités d'apprentissage aux jeunes Sénégalais.

À travers ces rencontres, le ministère entend mobiliser la coopération internationale au service de l'autonomisation de la jeunesse. L'enjeu est de rapprocher les possibilités de formation des besoins d'insertion professionnelle.

Les pistes identifiées restent à approfondir. Un suivi est prévu avec les ambassades et les ministères sectoriels compétents afin de préciser les modalités de mise en œuvre et les partenaires potentiels. Cette concertation devra permettre de traduire les échanges diplomatiques en initiatives concrètes au bénéfice des jeunes.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com